

mander la permission de siéger plus tard durant la journée ou à la prochaine séance de la Chambre?

Des voix: Plus tard aujourd'hui.

(Rapport est fait de l'état de la question.)

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. G. J. McIlraith (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je propose, appuyé par le député de Davenport (M. Gordon):

Que, conformément à l'article 6 (2) du Règlement, la Chambre continue de siéger après six heures ce soir.

M. Knowles: Puis-je demander au ministre s'il a quelque idée du temps qu'il faudra pour en terminer avec ce qu'il a en vue?

L'hon. M. McIlraith: Monsieur l'Orateur, sauf erreur, l'étude des crédits du ministère de l'Agriculture ne sera pas très longue, mais je crois qu'il faudra également traiter de certaines autres questions concernant l'établissement d'une politique. Je m'en remets au comité, qui devra décider sous quel crédit il y aura lieu d'étudier ces questions, mais comme il s'agirait de la politique gouvernementale il me semble qu'il sera préférable d'en discuter dans le cadre des crédits provisoires. L'étude prendra environ une heure et demie, je pense.

M. l'Orateur suppléant: Plaît-il à la Chambre d'adopter ladite motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée)

LES SUBSIDES

La Chambre se forme en comité des subsides, sous la présidence de M. Batten.

AGRICULTURE

17g. Subventions et contributions selon les montants et les conditions indiqués dans les sous-titres des crédits énumérés dans le détail des affectations. \$94,387,000.

● (6.00 p.m.)

[Français]

M. Latulippe: Monsieur le président, il me fait plaisir d'avoir l'occasion de dire quelques mots au sujet de l'industrie laitière et de l'annonce que le ministre nous a faite cet après-midi.

Or, monsieur le président, nous savons tous que l'agriculture est dans le marasme. Au fait, les cultivateurs font des représentations et des pressions auprès des membres du Parlement d'Ottawa et du Parlement de Québec et même des Parlements de chaque province pour améliorer leur situation.

La situation de l'agriculture est plus grave qu'on pense. L'agriculture est dans un marasme épouvantable, et ceux qui s'ouvrent les

yeux n'ont pas de difficulté à le voir. Si les cultivateurs font tant de démarches, c'est parce que l'agriculture s'en va à la ruine. Nous devons donner le coup de barre nécessaire, si nous voulons relever l'agriculture.

L'agriculture a besoin d'être relevée puisque c'est la base fondamentale de la société. C'est le solage fondamental de la société sur lequel repose toute notre économie.

Alors, monsieur le président, ce n'est pas en donnant des petites mesures ou en donnant de petites subventions au compte-gouttes que l'on pourra régler le problème de l'agriculture.

Une bonne fois pour toutes, il faudrait que le ministre de l'Agriculture, le ministre des Finances et tout l'organisme économique du pays se mettent ensemble pour relever l'agriculture, parce qu'elle est à terre, dans le marasme, et parce qu'elle ne peut plus vivre. Les jeunes abandonnent la ferme, ils n'y voient pas d'avenir, ils n'y voient pas le moyen de gagner leur vie, d'élever une famille. Ils veulent vivre comme les autres. Ils veulent travailler des heures raisonnables. On ne peut pas blâmer ces citoyens-là.

Mais l'agriculture s'en va dans le marasme. Dans le comté où je réside, dans différentes paroisses, depuis une dizaine d'années, 70 p. 100 des cultivateurs ont abandonné leur ferme.

Seulement dans une petite paroisse qui compte une soixantaine de cultivateurs, dans la même semaine, 13 cultivateurs ont abandonné leur ferme. Et c'est comme cela partout, depuis plusieurs mois.

Alors, nous pouvons dire que l'agriculture est dans le marasme. Les cultivateurs ont certainement raison de faire valoir leur point de vue et de venir avertir le gouvernement, les autorités, qu'ils sont dans le marasme.

Ce n'est pas la faute des cultivateurs, mais bien celle du plus grand facteur économique, soit le facteur financier. C'est le système financier qui a endetté les cultivateurs; ce sont les prêts agricoles qui ont endetté les cultivateurs.

On devait sauver toute l'agriculture par les prêts agricoles, mais on ne l'a pas sauvée. On l'a calée et on l'a embourbée. Plus on avance, plus la classe agricole est mal prise. Et cela dépend de plusieurs facteurs économiques de notre système, qui fonctionne à l'envers.

Il va falloir réformer le système. Quand on parle de réformer le système, eh bien, on passe pour des détraqués, pour des gens qui ne connaissent pas grand-chose, pour des gens qui n'ont pas fait de cours universitaires. Mais ceux qui sont allés à l'université, et s'ils sont si intelligents, pourquoi nous ont-ils conduits à la ruine? Pourquoi nous ont-ils conduits où nous sommes rendus présentement, où il n'y a plus personne qui soit capable de